

## En Syrie, les miracles n'existent pas

Les USA et la Russie reprennent l'idée d'une solution politique, mais sur le terrain le régime plaide pour des moyens militaires et les rebelles n'ont aucune personnalité capable de négocier.

Yassin Swehat

**P**lus de trente mois après le soulèvement populaire syrien contre la dictature de Bachar al Assad; deux ans et demi au cours desquels la répercussion médiatique de la situation a décru au gré de la paralysie politique d'une communauté internationale – laquelle est tiraillée entre la préférence américaine d'une intervention très limitée dans le labyrinthe syrien (vu les résultats désastreux en Irak et en Afghanistan), et le désir ardent de la Russie de récupérer une position déterminante pour contrecarrer l'hégémonie absolue des Etats-Unis, la question syrienne revient à l'ordre du jour dans les agendas médiatiques et politiques. Le massacre de La Ghouta, près de Damas, qui a fait plus de 1 400 morts, a provoqué une situation qui franchit la ligne rouge établie par Barack Obama, il y a un an. Mais ce n'est pas là la première attaque chimique dénoncée en Syrie. En effet, un groupe d'inspecteurs de l'ONU chargé d'examiner l'utilisation d'armes chimiques se trouvait dans le pays pour enquêter – quoique dans des conditions préalables strictes – sur les accusations mutuelles du régime et de l'opposition d'attaques chimiques pendant les mois de mars et d'avril de cette année. L'ampleur du désastre était bien plus grande que ce que pouvait assimiler une simple commission d'enquête et érodait trop l'image de « gendarme du monde » qu'affiche l'administration américaine, ce qui a incité Obama à envisager, pour la première fois depuis mars 2011, une intervention militaire punitive contre le régime de Bachar al Assad. Trois semaines de tension dans un contexte belliqueux, ont débouché sur une proposition russe de placer sous contrôle international le stock d'armes chimiques syrien, en échange de renoncer à toute frappe militaire américaine.

La proposition russe semblerait avoir été accueillie favorablement par les acteurs internationaux, mais l'opinion publique à propos du soulèvement populaire syrien se sent en général trahie. La communauté internationale a ignoré les dizaines de milliers de victimes des armes « conventionnelles », pour se focaliser uniquement sur le fait que le stock chimique « soit en de bonnes mains » et ensuite négocier avec l'accusé d'un massacre d'une telle envergure sa liberté, en échange d'une simple

remise de l'arme du crime. De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer que derrière le mouvement américain, il n'y avait que la crainte israélienne que ce stock d'armes chimiques – l'un des plus grands du monde – ne tombe entre les mains du régime ou de ses alliés, ou encore entre celles « d'éléments incontrôlés ».

L'ONU et d'autres organismes internationaux parlent depuis plus de deux mois, d'un nombre de victimes supérieur à 100 000, de centaines de milliers de blessés et autant de prisonniers et de disparus. Il y a aussi plus de six millions de personnes déplacées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Des centaines de villages, de quartiers, d'agglomérations et de rues ont été détruits par l'artillerie et l'aviation. Une grande partie du tissu socio-économique est entièrement anéantie. Aujourd'hui la Syrie est pratiquement un terrain post-apocalyptique, où toutes les sorties semblent être obturées par des montagnes de décombres, et toutes les alternatives et les possibilités rivalisent en laideur et en méchanceté.

### Qui sont les groupes rebelles ?

**T**rente mois après le début d'un grand soulèvement populaire contre la dictature du clan Assad, au cours duquel des centaines de foyers de protestation en long et en large de la Syrie, principalement dans les zones rurales et les ceintures de pauvreté des grandes villes, ont maintenu pendant de longs mois une lutte pacifique avant de passer progressivement aux armes au rythme de l'escalade de violence du régime, la situation semble se précipiter vers un cercle vicieux de violence et de désintégration. Un régime très radicalisé avec un noyau dur s'employant de plus en plus à l'extrême cruauté, qui a ouvert les portes à des groupes armés étrangers pour combattre à ses côtés autour de slogans nettement sectaires (le Hezbollah, les milices chiïtes irakiennes et yéménites), est fortement appuyé politiquement, économiquement et militairement par l'Iran et la Russie.

Et en face, se trouve un très grand mouvement populaire, constitué principalement de la population rurale et des petites villes, ainsi que de la périphérie ap-



Des rebelles syriens au nord d'Alep. Septembre 2013./JM

LOPEZ/AFP PHOTO/GETTY IMAGES

pauvrie des grandes villes. Ce mouvement populaire s'est armé progressivement à partir du septième mois de la révolte, conformément aux désertions de soldats et d'officiers de l'armée syrienne refusant de tirer sur leurs compatriotes. Le gros de ce soulèvement armé est constitué d'un grand nombre de petits foyers d'insurrection de la taille d'un village ou d'un quartier, avec des dynamiques de lutte uniquement locales et pratiquement basées sur l'autodéfense contre les attaques du régime. À ce niveau, l'armement est médiocre et insuffisant et compte presque exclusivement de fusils et de lance-grenades.

Au niveau supérieur du mouvement armé se trouvent les moyennes et grandes brigades réparties sur les zones d'Alep, la vallée de l'Euphrate, Hama, Homs, la périphérie de Damas et Deraa. Il s'agit de groupes armés servant sous le drapeau de l'Armée syrienne libre, mais chacun d'eux jouit d'une autonomie totale pour prendre des décisions tactiques et stratégiques. Les tentatives faites pour assurer une structure commune à toute l'Armée libre ont été permanentes, car des conseils militaires avaient été établis dans chaque province. L'ensemble de ces conseils constitue l'État major de l'Armée libre qui essaye de se convertir en la force militaire dirigeante de toute cette

structure au niveau de tout le pays. Mais l'insuffisance d'armes et leur livraison directe à chaque brigade en provenance de régions différentes, qu'il s'agisse de puissances régionales ou de groupes de soutien économique et logistique de la diaspora, sans passer par le commandement central, ne permet pas de le faire, tant que la canalisation du financement et de l'armement ne dépendra pas du commandement central.

Par ailleurs et en remontant jusqu'à des niveaux très préoccupants de présence et de pouvoir, se trouvent les groupes *ihadistes*. Mais avant de nous concentrer sur eux, il convient de préciser que la distinction entre l'Armée libre et les *ihadistes* ne signifie pas que les premiers soient « laïcs ». Il est vrai que le ton et le langage islamiques prédominent au sein du mouvement armé, plutôt pour des raisons culturelles que par tendance ou idéologie politique. Ceci s'explique par le fait que le langage religieux a été pendant des décennies le seul langage public que le pouvoir n'a pas pu combattre, tout comme la mosquée a été le seul lieu de rencontre sociale admis. La principale différence entre l'Armée libre et les groupes *ihadistes* est que les premiers, qu'ils soient islamistes ou pas, mènent une lutte basée sur l'idée que leur révolution prétend ren-

verser un régime de dictature pour instaurer un autre plus juste, tout en reconnaissant l'identité nationale de la Syrie. Tandis que les *jihadistes*, qu'ils soient plus ou moins pragmatiques, rejettent le terme « révolution » en faveur de *jihad* (lutte pour des motifs religieux) et la Syrie, en tant que pays, n'a pas d'importance face au rêve d'unir toute la nation islamique (*oumma*) dans un seul État, le califat. L'Armée libre hisse le drapeau historique datant de l'époque de l'indépendance syrienne du mandat français en 1946, tandis que les *jihadistes* se rallient sous un drapeau noir avec des entrelacs en langue arabe de couleur blanche. Même ainsi, il n'est pas rare de voir les deux symboles partager très souvent les mêmes espaces.

Le groupe islamiste salafiste le plus puissant est le Front islamique syrien, qui rassemble une demi-douzaine des meilleurs groupes armés et structurés du panorama syrien (*Ahrar al Sham*, par exemple). Ils ne font pas partie de l'Armée libre et se tiennent pragmatiquement à l'écart des groupes les plus intégristes. Leur programme politique parle à la fois d'un État islamique et syrien. Ils ont une forte présence au nord du pays et la plupart d'entre eux est hors du contrôle du régime. À droite se trouve *Jabhat Al Nosra*, un mystérieux groupe intégriste qui est apparu fin 2011 et a joué un rôle croissant grâce à son armement et à l'expérience du noyau dur de ses combattants, des vétérans *jihadistes* d'Irak, d'Afghanistan ou de Tchétchénie. *Al Nosra* a été déclaré groupe terroriste par l'administration américaine au début de l'année et à la fin du printemps, il était annoncé officiellement ce que l'on supposait : qu'il faisait partie du réseau d'*Al Qaida*. Son pouvoir a décliné en faveur d'une scission encore plus radicalisée dénommée État islamique en Irak et au Levant (ou *Al Cham*, nom de la Syrie dans la littérature islamique) ayant pour acronyme arabe *Daach*.

*Daach* naît au sein d'*Al Nosra*, bien que les deux groupes intégristes entretiennent de mauvaises relations. En quelques mois et à l'aide des réseaux de financement et d'armement d'*Al Qaida* en Mésopotamie, *Daach* a englouti le pouvoir d'*Al Nosra* qui représente maintenant le quart de ce qu'il était et, à la différence de son prédécesseur, se heurte fortement à d'autres groupuscules y compris les islamistes. Leur montée en puissance dans les zones libérées du régime a été servie par le manque de ressources de l'Armée libre, mais les aberrations commises contre la population, en arrêtant ou en tuant tous ceux qui les critiquaient, portent à croire que le moment de l'affrontement manifeste avec les groupes révolutionnaires locaux s'approche de plus en plus, quoiqu'ils aient essayé de le reporter pour accorder une plus grande priorité à la lutte contre le régime.

### La Coalition nationale

**S**ur le plan militaire, tout ceci arrive parallèlement à un plan politique qui n'est pas mieux consolidé. La Coalition nationale, le plus grand groupe d'opposition syrien qui jouit d'une large re-

connaissance internationale, doit affronter continuellement des troubles dus à des frictions internes qui s'articulent presque toujours autour des différences entre les puissances régionales et internationales qui les soutiennent. La présence de la Coalition à l'intérieur de la Syrie, même dans les zones libérées, est quasiment nulle et sa popularité est inexistante. Les forces populaires sur le terrain ne se sentent pas représentées par un organisme politique qui accorde plus d'importance à réunir beaucoup de groupes et de personnalités différentes qu'à trouver un plan politique faisable et solide. La Coalition nationale agit comme un mauvais ministère des Affaires étrangères, sans plus. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme une autorité politique du soulèvement populaire. Elle ne dispose ni d'éléments ni d'outils pour le faire et les puissances régionales et internationales ne semblent pas avoir un intérêt à les lui fournir.

Sans une toute petite lueur d'espoir depuis de nombreux mois et faisant preuve d'un véritable volontarisme, une partie de l'opinion publique d'opposition voyait dans les possibilités d'une intervention américaine un signe encourageant. Elle souhaitait qu'une éventuelle attaque américaine, puisse venir à bout ou, tout au moins, ébranler la capacité du régime, surtout l'aviation et le système de missiles balistiques qui ont fait beaucoup de dégâts au nord de la Syrie. Mais les dernières manœuvres russes ont annulé pratiquement les possibilités d'une attaque américaine, ou tout au moins celle-ci a été reportée *sine die*.

Il reste à savoir si le soubresaut des dernières semaines a pu débloquer, même partiellement, la situation politique. La Russie et les USA semblent reprendre la rhétorique d'une « solution politique » qui passe par une conférence de paix (baptisée Genève 2 il y a quelques mois). La situation sur le terrain ne semble pas aller sur la bonne voie car le régime, malgré la crainte éprouvée par le sérieux de la menace américaine, continue à soutenir qu'il peut récupérer le terrain perdu par des moyens militaires et rien ne semble indiquer qu'il changera d'avis. Par ailleurs, les rebelles ne sont pas disposés à s'asseoir aux côtés d'un régime qu'ils considèrent génocidaire et il n'y a aucune personnalité politique ou combattante ayant le charisme et la légitimité suffisants pour faire une concession aussi terrible pour les victimes de la violence extrême du régime que de s'asseoir avec Assad ou son représentant. Entre-temps, l'insuffisance de moyens, les pénuries alimentaires, de médicaments, de matériel de construction et de carburants rendent la vie quotidienne des Syriens très pénible. Tout le monde souhaite qu'il se produise un changement rapide et radical, afin de mettre fin à ce terrible bain de sang. Malheureusement, les miracles, à l'instar des Syriens pour les logiques géopolitiques des puissances internationales, n'existent pas. ■